

Le Mozambique en crises



**Compte rendu de la journée d'étude organisée le 23 Janvier
2020 à l'Ifri dans le cadre de l'Observatoire de l'Afrique
centrale et australe**

Programme de la journée

Séminaire fermé

9h00-12h30

- Mots de bienvenue - Alain Antil (Ifri) & Colonel Bruno Pithois (DGRIS)
- Les élections de 2019 - Domingos do Rosario & Corinna Jentsch (9h10 – 9h50)
- La Renamo - Michel Cahen & Nikkie Wiegink (9h50 – 10h30)
- L'insurrection au Nord - Salvador Forquilha & Eric Morier-Genoud (10h30 – 11h10)
- L'économie - Benjamin Augé (11h10 – 11h50)
- Le Mozambique et la région - Alex Vines & Mathias de Alencastro (11h50 – 12h30)

Conférence publique

Les élections de 2019

14h-15h30

- « Les élections de 2019 : une analyse sur la base de l'observation faite par les organisations de la société civile » - **Domingos do Rosario** (Université Eduardo Mondlane)
- « Les élections en Zambézie » - **Corinna Jentsch** (Université de Leiden)
- « Est-ce que le Frelimo a créé l'Al Shabaab ? Les élections mozambicaines vues de Cabo Delgado » - **Sergio Chichava** (IESE)
- Modérateur** – **Eric Morier-Genoud** (Université Queen's de Belfast - QUB)

L'insurrection islamiste et la Renamo

15h30 – 16h45

- « Deux ans d'insurrection au Nord du Mozambique. Que sait-on des insurgés, leurs origines et des dynamiques à l'œuvre ? » - **Salvador Forquilha** (IESE) & **Eric Morier-Genoud** (QUB)
- « L'hypothèse d'un "État fragile" et l'insurrection islamiste au Mozambique : une réflexion à partir de Cabo Delgado » - **Regio Conrado** (LAM Bordeaux),
- « La Renamo comme parti politique armé » - **Nikkie Weigink** (Université d'Utrecht) & **Michel Cahen** (LAM Bordeaux)
- Modérateur** – **Marc-Antoine Pérouse de Montclos** (IRD)

Géopolitique et économie

17h – 18h30

- « La Vale à Tete : quelles leçons pour le Mozambique ? » - **Mathias de Alencastro** (Centre Brésilien d'analyse et de planification - CEBRAP)
- « Au-delà des fantasmes : qu'attendre du développement du gaz mozambicain ? » - **Benjamin Augé** (Ifri)
- « Mozambique's Foreign Policy under Nyusi » - **Alex Vines** (Chatham House)
- Modérateur** – **Salvador Forquilha** (IESE)

Séminaire fermé

9h00-12h30

Les élections de 2019 (Domingos do Rosario & Corinna Jentsch)

Les élections qui se sont tenues en 2019 ont débouché sur une victoire écrasante du Frelimo qui a recueilli environ 73 % des suffrages. Le parti a aussi réussi à faire élire ses candidats aux dix postes de gouverneurs de province. Le contexte de cette élection fut caractérisé par trois points :

- La participation de la Renamo sans son leader historique Alfonso Dhlakama (décédé en mai 2018)
- Un climat de tensions politiques et d'intimidations
- La crise économique (avec notamment la question des dettes cachées)

Pendant la période préélectorale : le Frelimo a commandé un sondage préélectoral et le résultat montrait que la population ne lui était pas acquise. Ainsi le parti a pris deux décisions très importantes pour favoriser sa victoire :

- Prolonger le mandat de la commission nationale des élections (CNE). La CNE est composée par des membres des partis politiques selon leur représentativité à l'Assemblée nationale. Le Frelimo est donc le parti politique le plus représenté au sein de la CNE, et ces commissaires sont redevables devant leur parti et non devant le parlement. L'indépendance de la CNE est donc faible. En prolongeant le mandat de la CNE, le Frelimo maintenait sa mainmise sur l'organe central de l'organisation des élections.
- Décentraliser la fraude. Le Frelimo a demandé aux branches locales et provinciales du parti de tout mettre en œuvre pour remporter les élections. Certains observateurs électoraux ont ainsi été empêchés de surveiller les élections, les représentants des partis d'opposition ont été intimidés, des fausses informations ont été utilisées massivement et des résultats du vote ont été falsifiés à l'échelle locale.

Durant la constitution des listes électorales on a également observé un refus des administrateurs d'accréditer certains observateurs, la distribution inégale sur le territoire des agents chargés de l'inscription des électeurs, l'exclusion de personnes vivant dans les régions dominées par l'opposition (principalement le centre et le nord).

Pendant la campagne : il y a eu utilisation des fonds publics à l'avantage du Frelimo (logistique, les médias, les agents publics, les finances, les revenus du gaz). On sait que le Frelimo a bénéficié de la manne financière générée par le rachat par Total des parts de la société Anadarko Petroleum dans le projet Mozambique LNG non seulement pour organiser les élections mais aussi pour sa propre campagne. On a assisté à des violences des forces armées et des sympathisants du Frelimo contre les opposants.

Pendant le vote et le dépouillement : les procès-verbaux n'ont pas été remis aux différents partis politiques, ni même affichés ; falsification du nombre de participants au scrutin. Or toutes ces anomalies ont été ignorées par la communauté internationale et les bailleurs de fonds ont indiqué que ces élections avaient été libres, justes et sans violence. On peut ajouter que malgré ces multiples fraudes électorales, la victoire du Frelimo est aussi due à la faiblesse de l'opposition (MDM et Renamo). Néanmoins, on peut considérer que les efforts déployés pour assurer une victoire du Frelimo ont contribué à modifier fortement les résultats du scrutin dans certaines zones, notamment dans la province de Zambézie.

La Renamo – Michel Cahen & Nikkie Wiegink

Nikkie Wiegink :

Les derniers affrontements entre les éléments armés de la Renamo et les forces de sécurité de l'État se sont déroulés entre 2013 et 2016. Un programme Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), une des clés des accords de paix, est encore en cours.

À ce jour, 300 combattants de la Renamo ont rejoint l'armée mozambicaine. Ce processus de paix s'est fait sous le contrôle de l'envoyé du Secrétaire général des Nations Unies. La Renamo avait proposé une liste de plus de 5000 combattants pour la réintégration. On remarque qu'au sein de cette liste, l'âge médian des combattants était de 53 ans. Une large portion d'anciens combattants se trouvait donc dans cette liste. La volonté de la Renamo était, selon un processus clientéliste, de rétribuer ces anciens combattants par le processus de DDR et de leur permettre de bénéficier de pensions. En termes de démobilisation, les avantages octroyés en 2016 n'ont pas été les mêmes que ceux proposés en 1992 ou en 1994, ceci explique les attentes des vétérans de la Renamo.

La Renamo est un parti d'opposition qui conserve des armes et maintient des bases militaires (dont le nombre et les lieux sont inconnus). Ils ont joué un très grand rôle dans la polarisation de la politique au niveau local mais ils constituent aussi une protection pour la population. Cette fonction de protection permet l'enrôlement de nouveaux combattants.

La Renamo demeure un groupe armé plus qu'un parti politique : elle fonctionne avec une certaine verticalité (c'est pourquoi la perte de son leader a affaibli le parti) et possède un large réseau de sympathisants. La Renamo est également associée à certaines églises et à certains leaders communautaires.

Michel Cahen :

Sur les aspects politiques de la Renamo, il faut noter que le parti est issu d'un groupe armé qui s'est transformé en parti politique mais qui reste politiquement faible. Personne ne prend de décisions sans l'aval du chef. Contrairement au Frelimo où le parti est plus important que le leader, à la Renamo le chef était plus important que le parti. L'ancien président Alfonso Dhlakama n'était pas seulement un chef, il « incarnait » le parti, il en était le maître. Son remplaçant, Ossufo Momade, a été choisi comme nouveau président en janvier 2019 pour la simple raison qu'il restait le seul chef militaire en activité dans le groupe. Toutefois, un retour aux armes de la Renamo apparaît improbable.

L'aile militaire de la Renamo est difficile à dénombrer. La majorité des militaires de la Renamo ne sont pas très favorables à Ossufo Momade qui a négocié le DDR avec le gouvernement sans les consulter. Après la perte des élections et malgré les fraudes évidentes, les députés élus de la Renamo ont entamé leur mandat normalement et ce n'est qu'actuellement, plusieurs mois après les élections, qu'ils promettent des manifestations. La Renamo n'est pas capable de se penser comme un parti politique qui agit pour la défense des intérêts de la population, elle ne se construit pas non plus comme un syndicat mobilisé contre les inégalités. De plus, en dehors des périodes électorales, le parti est inactif.

Le futur de l'opposition n'est pas très glorieux. Cela suscite des inquiétudes car si les gens ne peuvent s'exprimer régulièrement dans les urnes à cause des fraudes, où vont-ils le faire ? Les dirigeants de la Renamo de la génération actuelle ont échoué. L'opposition pourrait avoir davantage de poids s'il y avait une fusion des forces d'opposition mais aussi si la génération actuelle acceptait son échec et laissait la place à la jeune génération, or ce scénario est hautement improbable.

L'insurrection au Nord – Salvador Forquilha & Eric Morier-Genoud

Eric Morier-Genoud (QUB) :

L'insurrection a débuté le 5 octobre 2017, lorsqu'un groupe de 30 hommes armés a attaqué trois postes de police de Mocimboa da Praia, une ville de 30 000 habitants dans le nord du Mozambique. Concernant les insurgés, on a un modèle similaire à celui de Boko Haram au Nigeria. Les insurgés estiment que l'administration est *haram*, qu'elle est illégitime et qu'il est donc interdit de lui obéir ou de participer aux élections. Ainsi se sont créées des communautés radicalisées ayant des contacts avec la Tanzanie, notamment avec des leaders religieux du sud de ce pays. Le gouvernement a d'abord laissé entendre qu'il pouvait s'agir d'une conspiration de la CIA, puis d'une conspiration au sein du Frelimo contre l'ethnie makondé du Président. L'État a ensuite considéré qu'il s'agissait d'un problème de politique interne et a fini par réagir en détruisant certaines mosquées liées à cette mouvance pour combattre les foyers d'insurrection. Ces communautés se déplacent dans la région. Toutefois, il faut noter que le problème est ancien et qu'il existe une répression violente de la part de l'État dans la région depuis 2009. La radicalisation qui s'opère depuis 2015 est une réaction à la répression de l'État. La voie du dialogue semble aujourd'hui fermée et il est probable que la violence ne cessera pas.

Salvador Forquilha (Instituto de Estudos Sociais e Economicos - IESE) :

Dimension religieuse : l'insurrection s'est produite sans message précis de la part des insurgés, c'est une insurrection « sans visage ». Le groupe ayant attaqué le 5 octobre 2017 était à l'origine un groupe religieux qui s'est militarisé à partir de 2015 dans les zones de Cabo Delgado et de Nampula. Cette militarisation a été favorisée par les prêches à tendance radicale, par la répression brutale de l'État, mais aussi par les connexions existantes avec des réseaux économiques tanzaniens.

Le profil du groupe : les principaux membres du groupe ont des caractéristiques communes : il s'agit de jeunes hommes qui ont des relations avec des Tanzaniens et des Kenyans. Ils sont tous musulmans. Il ne s'agit pas de jeunes parmi les plus pauvres, mais de jeunes hommes qui vivent du commerce informel et qui sont parfois impliqués dans des réseaux de criminalité. Cette insurrection islamique se développe dans une zone qui par ailleurs est une importante zone de trafics (héroïne, bois, ivoire, animaux...). Ils sont liés à des commerçants locaux. Ces commerçants ont financé la construction d'écoles coraniques.

Réponse de l'État : la réaction de l'État face à ce groupe d'insurgés s'est faite à travers l'envoi d'un contingent de forces de sécurité qui était très limité et inefficace sur le terrain pour plusieurs raisons : manque de cohésion entre les unités de l'armée, de la police et des services de renseignement (SISE) ; manque d'expérience des soldats ; manque de connaissance approfondie du contexte local ; manque d'informations précises des services de renseignement. L'État a temporairement fait appel à des mercenaires russes qui n'ont eu aucune efficacité.

Conclusion : le groupe d'insurgés est à la base une secte locale qui a progressivement radicalisée son discours religieux. Le groupe s'est organisé et les djihadistes ont gagné du terrain, ils combattent les autres formes d'islam présentent localement. Le lien avec l'État islamique ne semble pas avéré d'un point de vue opérationnel, mais des circulations d'armes sont vraisemblables. Les « shababs » mozambicains étaient à l'origine entre 200 et 300, ils sont certainement beaucoup plus nombreux aujourd'hui. Localement, des milices villageoises se sont organisées (chez les makondé) autour d'anciens combattants, pour se protéger des attaques.

L'économie – qu'attendre du développement du gaz mozambicain ? - Benjamin Augé

A partir de 2032 environ, 60 millions de tonnes devraient être produites annuellement. A titre de comparaison, le Qatar produit 77 millions de tonnes par an, le Nigeria 23 millions de tonnes par an. Depuis 2004, le Mozambique produit un faible volume de gaz (depuis les champs de Pande et Temane) entièrement exporté vers l'Afrique du Sud.

Qu'est-ce qui est déjà décidé ? : l'utilisation du Floating Liquefied Natural Gas (FLNG) – et les deux premiers trains de liquéfaction de 12,8 millions de tonnes par an de Total – Mozambique LNG (à Afungi, province de Cabo Delgado). Le projet d'ExxonMobil Rovuma gaz naturel liquéfié (GNL) de 15,2 millions de tonnes devrait suivre en 2020. ExxonMobil, ENI et Sasol ont repris des blocs pour la prospection ainsi que Rosneft et Qatar Petroleum.

Qui va acheter la future production ? BP va acheter tout le débit du FLNG et une série de multinationales (EDF, Shell, Tokyo Gas, Tohoku, Cnooc) achètera le GNL *onshore* qui alimentera en grande partie les marchés asiatiques.

Localement, quels développements ? : un projet d'usine de fertilisants (de la compagnie norvégienne Yara International), *gas to liquid* (Shell), centrale de 250 MW (GL Africa Energy)

Revenus escomptés : difficile à évaluer car le marché est fluctuant et les projets soumis à différentes fiscalités. On estime néanmoins des revenus à hauteur de plusieurs centaines de milliards de dollars à partir de la fin de la décennie. De 2013 à 2035 : le PIB devrait être multiplié par 8, 700 000 emplois dont 15 000 directs devraient être créés d'ici 2035.

Gouvernance : les représentants du Frelimo sont particulièrement favorables aux milieux d'affaires contrairement aux dirigeants de la Tanzanie ou de l'Ouganda. Certains membres de la commission politique profitent des nouvelles perspectives économiques comme Alberto Chipande. Malgré l'affaire des dettes cachées, les investissements devraient continuer et l'État en dégagera d'importants revenus.

Personnalités importantes : Esperanca Bias est désormais présidente du parlement / Max Tonela reste en place au ministère des ressources minérales et de l'énergie tout comme Omar Mitha au poste de directeur de la société d'État ENH.

Conclusion : Des projets d'ampleur mondiale ; des difficultés logistiques, sécuritaires et politiques mais qui ne sont pas insurmontables pour les majors ; des revenus considérables qui vont changer l'économie du pays si une gouvernance efficace est mise en place. Le manque de contre-pouvoirs, notamment en termes d'opposition politique est assez inquiétant. De plus, pendant les premières années d'exploitation, les revenus générés par le Gaz seront intégralement consacrés à rembourser des emprunts, il sera politiquement difficile d'expliquer cette absence apparente de revenus supplémentaire à une population qui en attendra les bienfaits.

La Mozambique et la région – Alex Vines (Chatham House) & Mathias de Alencastro Brazilian center of analysis and Planning – (CEBRAP)

Alex Vines :

La région australe est très engagée sur la stabilité et la paix au Mozambique. On a pu le constater avec les récents accords de Maputo (août 2018) qui ont permis un cessez-le-feu. La plupart des chefs d'État de la région étaient présents. Le Mozambique est un très grand pays par lequel transitent ses voisins à travers plusieurs corridors pour atteindre l'océan indien. Pour cette raison il est commercialement très important, notamment pour le Zimbabwe et l'Afrique du sud. Ces voisins sont très connectés au Mozambique et la sécurité du pays impacte fortement leur économie.

À l'investiture du président Nyusi, on pouvait constater la présence de tous les autres présidents de la région. La seule surprise était l'absence du président tanzanien qui n'était ni présent aux accords de Maputo, ni à l'investiture de Nyusi. Ceci est certainement lié aux problèmes sécuritaires à la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique ainsi qu'aux découvertes de gaz qui s'étendent du nord du Mozambique jusqu'au sud de la Tanzanie.

La France considère le Mozambique comme un voisin à cause de la proximité de Mayotte et de la Réunion et s'intéresse de plus en plus à ce pays en raison de la présence de Total. Il existe donc des convergences d'intérêts entre les deux pays.

Mathias de Alencastro :

Les diplomates, les cadres d'entreprise, les représentants des bailleurs internationaux pensaient que la crise des dettes cachées allait fragiliser le pouvoir du Frelimo. On s'aperçoit aujourd'hui que c'est peut-être l'inverse qui s'est produit. Le gouvernement a profité de cette période pour renouveler ses accords internationaux.

Mais il faut souligner que les puissances émergentes n'ont pas complètement bénéficié de la prise de distance du Mozambique avec les puissances occidentales. Il y a eu une forme de redistribution. Le Brésil a par exemple disparu de la carte et la Russie, avec le succès mitigé que l'on connaît, a fait son retour. La dichotomie entre puissances occidentales et non-occidentales n'est plus forcément significative. Le cas de la société Vale l'illustre : Vale est arrivée au Mozambique dans les années 2000 avec le soutien très enthousiaste du gouvernement Guebuza. Au départ l'entreprise était vue comme un État dans l'État. En 2010, Vale a fait face à une crise locale puis internationale. L'État mozambicain change alors de stratégie envers Vale. Le gouvernement Nyusi arrive au pouvoir et considère que Vale est devenu un symbole toxique pour le pouvoir. Rapidement, Vale va commencer à perdre les arbitrages avec l'État notamment sur les quotas d'employés étrangers et les taxes d'importation. Donc il y a un changement d'attitude de l'État pourtant censé être très *business friendly* avec les entreprises étrangères.

Conférence publique

14h-18h30

Les élections de 2019

✚ **Les élections de 2019, une analyse sur la base des observations faites par les organisations de la société civile - Domingos do Rosario (UEM)**

Les derniers résultats des élections mozambicaines ont donné le Frelimo vainqueur avec 73 % des voix. Ce résultat a constitué une surprise, y compris pour le Frelimo. Par ailleurs, onze gouverneurs de province ont été élus dans les régions où la Renamo a toujours obtenu la majorité des voix depuis 1994. Qu'est ce qui explique cette victoire ?

Avant de répondre à la question, il faut revenir sur le contexte :

- Négociations sur l'exploitation des gisements de gaz naturel avec une forte présence du Frelimo dans les négociations
- La Renamo se présentait sans son leader historique, Afonso Dhlakama
- Climat de fortes tensions sécuritaires et politiques
- Pour la première fois, les gouverneurs de province devaient être élus au suffrage universel
- Résultats mitigés pour le Frelimo lors des élections municipales de 2018
- Crise économique et la dette cachée qui a discrédité le Frelimo

Le Frelimo a commandé un sondage peu avant les élections pour évaluer les tendances du vote de 2019 et le résultat montrait qu'il allait perdre les élections et serait en difficultés dans plusieurs parties du territoire. Deux mesures ont alors été prises : le renouvellement du mandat de la commission électorale et la décentralisation de la fraude (*Voir précisions p.3*).

Quelques preuves de la fraude durant le processus électoral :

- **Lors du recensement** : refus d'accréditation des observateurs ; détention des observateurs par la police ; distribution inégale sur le territoire des agents chargés de l'inscription des électeurs en faveur des régions favorables au Frelimo ; exclusion du recensement électoral d'électeurs basés dans les régions favorables à l'opposition ; manipulation du fichier électoral...
- **Pendant la campagne** : utilisation abusive des ressources de l'État par le Frelimo (logistique, media public, agents publics, finances publiques, revenus du gaz) ; financement de la campagne par l'entreprise Total ; extrême violence des forces de sécurité contre les sympathisants de l'opposition.
- **Election/dépouillement** : sur 17000 observateurs, 3000 n'ont pas été accrédités. Les observateurs indépendants ont été empêchés de faire leur travail ; les procès-verbaux ont été falsifiés à la faveur du Frelimo. Or, la majorité des missions d'observation électorales ont expliqué que cette élection était libre, juste et transparente. L'UE a eu des réserves mais l'UA a confirmé les résultats.

Malgré ces fraudes, il faut relever la faiblesse de l'opposition. Le MDM n'a rien fait pour susciter l'adhésion de la classe moyenne et des jeunes. La Renamo n'a rien fait de plus que ce que son leader historique faisait et qui reste insuffisant pour une population souhaitant plus d'engagements des responsables politiques pour défendre leurs intérêts. La Renamo avait aussi des problèmes internes et n'a construit aucune stratégie politique particulière ou novatrice.

✚ Les élections en Zambézie - Corinna Jentzch (Université de Leiden)

Il est important de s'attarder sur cette région car la Zambézie est la deuxième province la plus peuplée du Mozambique avec plus de 5,2 millions d'habitants. Traditionnellement, la Zambézie constitue le principal bastion de la Renamo qui y a toujours gagné les élections par le passé. Ainsi, tout le monde s'attendait à la victoire de la Renamo dans cette province. Or, après l'annonce des résultats et la défaite du candidat de la Renamo, aucune contestation et aucune manifestation n'a été observée. Comment expliquer ce calme ? On peut dénombrer trois principales raisons :

- La population semblait résignée car il y a un très grand écart de voix entre le candidat victorieux du Frelimo et celui de la Renamo.
- La population a un déficit de confiance envers les institutions publiques de manière générale.
- S'afficher en tant que sympathisant de l'opposition est une situation périlleuse économiquement car cela peut limiter l'accès à l'emploi et aux avantages sociaux.

✚ Est-ce que le Frelimo a créé l'Al Shabaab ? Les élections mozambicaines vues de Cabo Delgado - Sergio Chichava (IESE)

Cabo Delgado est désormais la province mozambicaine la plus connue en raison des découvertes de gaz et de l'émergence des violences. Depuis le 5 octobre 2017, cette province, limitrophe à la Tanzanie, est en proie aux insurrections de groupes djihadistes qui se nomment *Al Shabaab*. Les motivations ne sont pas encore très bien connues. Cependant on sait qu'ils s'opposent à l'État laïc et prêchent un islam radical. Mes recherches visaient à comprendre comment le conflit dans la province a influencé les élections :

Perturbation du vote : à Cabo Delgado, dans les lieux affectés par les violences, il y a eu des retards pour l'ouverture des bureaux de vote, certains bureaux n'ont même pas été ouverts ; les djihadistes interdisaient à la population d'aller voter, ils ont vandalisé certains lieux de vote ; la violence s'est concentrée dans les chefs-lieux de districts ; les candidats devaient y faire campagne sous escorte militaire.

Le président du MDM, Daviz Simango, expliquait les origines du conflit à Cabo Delgado par le manque d'accès des jeunes du Nord aux ressources dont bénéficient les populations du Sud. Le sud est réputé être favorable au gouvernement. Donc le Frelimo et le gouvernement sont accusés d'utiliser les ressources du Nord pour le bien des populations du Sud. Cette situation est propice à l'enrôlement des jeunes du Nord dans les groupes djihadistes.

D'une certaine façon « Oui » le Frelimo a créé Al Shabaab, pour les raisons suivantes :

- La pauvreté, l'absence de perspective pour la population locale, le taux de chômage ainsi que la brutalité des forces de l'ordre ont entraîné ou facilité l'enrôlement de la population dans les rangs des insurgés.
- L'inertie et l'incompétence des services secrets mozambicains (SISE) y a aussi contribué. Depuis le début des années 2010, les leaders musulmans indiquent avoir alerté les autorités à propos des prêches radicaux de certains imams, mais aucune mesure n'avait été prise.

Le Frelimo semble avoir profité de cette situation trouble à Cabo Delgado. L'opposition a subi une défaite liée à sa propre faiblesse.

L'insurrection islamiste et la Renamo

✚ Deux ans d'insurrection au Nord du Mozambique. Que sait-on des insurgés, leurs origines et des dynamiques à l'œuvre ? – Salvador Forquilha (IESE) & Eric Morier-Genoud (QUB)

Eric Morier-Genoud :

Le 5 octobre 2017 marque le début de l'insurrection dans la ville de Mocimboa Da Praia, principalement dans les postes de police pour voler des armes. Les insurgés ont tenu la ville pendant 36 heures, la police n'était pas préparée car personne n'a vu venir ce soulèvement. L'accès au terrain pour mener des recherches sociologiques est assez difficile car les djihadistes ne parlent pas et ne font pas de déclarations publiques. De plus, le gouvernement ne voulait pas que des recherches soient conduites, certains journalistes et chercheurs ont même été arrêtés et empêchés de faire leur travail.

L'intérêt de mes recherches était de savoir qui sont les insurgés et quelles sont les motivations de leurs attaques. On constate que derrière ces insurrections se cache une secte religieuse qui suit un processus assez similaire à ce qu'il s'est passé dans le nord-est du Nigeria même si le contexte reste différent. Il s'agit d'un groupe religieux extrémiste fondamentaliste qui décide d'ériger un islam particulier. Ce groupe rejette l'État laïc, veut instaurer la *charia* et a commencé à se développer dans la région dès 2008. Il s'agit d'un groupe religieux séparatiste qui rejette l'État et le reste de la communauté musulmane. L'État a essayé de réprimer ces groupes et, très vite, les premières confrontations physiques ont été observées. L'hypothèse est qu'en 2015, les insurgés se sont radicalisés face aux répressions de l'armée, au point de s'organiser et se militariser pour préparer les attaques d'octobre 2017.

Salvador Forquilha :

La dimension religieuse : Il est communément relayé que l'insurrection n'a pas de visage mais, à partir de nos recherches, on peut affirmer que le groupe est religieux et qu'il s'est militarisé à partir de 2015. Avant cette date, certaines populations parlaient déjà de la radicalisation de certains groupes religieux.

Le profil des éléments principaux du groupe : L'un des cheikhs connus avait des liens avec des communautés tanzaniennes radicalisées (plusieurs imams venus de Tanzanie sont présents au côté de ce groupe). On trouve des hommes impliqués dans des réseaux d'affaires et des jeunes vivant dans des conditions sociales précaires.

La réponse de l'État : la réponse de l'État a été la répression violente. Mais elle a été inefficace pour plusieurs raisons :

- Manque de coordination, voire situation de conflit entre différentes unités de l'État (l'armée, la police et les services secrets).
- Manque d'expérience de combat des forces de sécurité mobilisées.
- Manque de connaissance approfondie du contexte local de la part des autorités.
- Manque de relais et d'informations de la part de services secrets.

Conclusion : Les recherches ont démontré que le phénomène a une dimension religieuse et une dynamique régionale très importante dans un contexte où l'extrémisme violent est présent en Tanzanie, au Kenya et dans les régions des grands lacs.

L'hypothèse d'un « État fragile » et l'insurrection islamiste au Mozambique : une réflexion à partir de Cabo Delgado – Regio Conrado (LAM)

Les recherches sur la question de l'insurrection djihadiste au Nord du Mozambique ne permettent pas encore d'expliquer précisément les modalités d'action et le profil social des personnes qui agissent, mais de premiers éléments sont identifiés. La question de l'État est très importante, il s'agit de comprendre les dynamiques de pénétration et d'action de l'État dans le contexte rural et les formes d'appropriation et de contestation de l'État de la part des populations. L'hypothèse de départ est celle d'un État faible ou fragile. Les mouvements insurrectionnels ont un rapport très complexe avec l'État, compris comme celui qui détient le monopole de la violence légitime.

Qu'est-ce qu'un État dans ce contexte de fragilité peut faire pour retrouver de la stabilité ?

Cabo Delgado fut longtemps une zone ignorée par l'État. Il suffit de regarder le taux de pauvreté et l'absence d'infrastructures dans la province. Cabo Delgado était relativement mise à l'écart des politiques de développement et c'est aussi le ressenti des populations. Selon une enquête ethnographique, la perception de l'État y est très négative et le mépris des forces armées y est très important. L'État a un très faible contrôle de la frontière tanzanienne dans cette région. Ainsi, l'insurrection peut paraître moins liée au fait religieux qu'à des raisons liées aux questions de mal développement et de marginalisation.

De surcroît, l'absence presque totale des autorités étatiques et d'autres structures administratives a favorisé l'émergence de mouvements insurrectionnels. C'est dans ce type de région que certains leaders religieux sont installés et agissent selon leurs propres intérêts.

La Renamo comme parti politique armé – Nikkie Weigink (Utrecht) & Michel Cahen (LAM)

La Renamo est à la base un groupe rebelle militarisé qui, depuis 1992, a été impliqué dans les programmes DDR et est devenu le principal parti d'opposition. En 2012, la Renamo reprend les armes lors d'un conflit armé qui s'est achevé en 2013. Ce conflit était caractérisé par de grandes violences dans le centre du Mozambique, la zone d'influence historique de la Renamo. En 2013, les militants de la Renamo passent une nouvelle fois par un processus de réintégration mais le parti a tout de même maintenu des bases militaires dans le pays.

En 2016, des négociations entre Dhlakama (alors chef de la Renamo) et Nyusi (président en exercice et chef du Frelimo) ont eu lieu pour consolider un accord de paix après la victoire du Frelimo aux élections. Cet accord de paix incluait le processus de DDR et la réintégration des combattants de la Renamo dans les forces armées de l'État. Cette intégration a commencé en juillet 2019 et continue jusqu'à ce jour. Actuellement 300 combattants ont été démobilisés et un grand nombre d'armes ont été saisies. La Renamo a donné une liste de 5221 combattants à intégrer dans les forces de sécurité. Ce nombre était bien supérieur à celui attendu et 95 % des membres de cette liste sont des hommes. Mais ce qui est également à noter dans cette liste c'est que l'âge médian est de 53 ans. Cela signifie qu'une large portion de ces personnes sont des anciens combattants de la guerre civile. Nous pouvons affirmer que la majorité d'entre eux ne sont plus réellement des combattants et cela signifie que la réintégration est utilisée par la Renamo comme une rétribution puisque l'intérêt est de permettre à d'anciens combattants d'obtenir des pensions.

La Renamo est à la base un groupe armé et il existe un système de patronage au sein de ce mouvement. La Renamo, depuis 1988, n'a pas du tout la même trajectoire que les autres groupes de guérillas. Les premiers militaires étaient des dissidents de la guérilla menée par le Frelimo. Cependant, ils se constituent comme groupe guerrier durant la période de l'indépendance de la Rhodésie du sud, puis après l'indépendance du Zimbabwe en 1980. Sa trajectoire va lentement se

politiser. La Renamo commence à gérer des zones importantes en Zambézie et dans le nord du pays à partir de 1986 puis commence à se « civiliser ». Après 1992, elle devient un parti politique et une institution représentative d'une catégorie de la population.

La Renamo est un parti politique « politiquement faible » : très faible capacité d'élaborer une stratégie, mentalité militariste, président qui était le maître absolu du parti. Ce dernier meurt le 3 mai 2018 et une période de crise s'est ouverte. Très vite, Ossufo Momade a été nommé coordinateur puisqu'il était le seul chef militaire restant. Cependant, il n'était pas représentatif de l'ensemble des militaires de la Renamo. Ossufo Momade devient président en janvier 2019 et mécontente rapidement une partie des militaires d'abord en écartant les proches de Dhlakama, et ensuite en ne les impliquant pas dans le processus de DDR. Une dissidence militaire s'est installée mais dont l'ampleur est difficile à évaluer. La Renamo fonctionne encore comme un groupe militaire où personne ne prend d'initiative et où on attend des ordres. Ainsi, la reprise des armes de la part de la Renamo est une option toujours possible bien que peu probable.

Géopolitique et économie

La Vale à Tete : quelles leçons pour le Mozambique ? – Mathias de Alencastro (CEBRAP)

Vale est une entreprise brésilienne arrivée en 2004 au Mozambique pour la réouverture d'une usine de charbon qui datait de la colonisation et devait permettre le désenclavement de Tete. C'était le premier projet en Afrique de cette entreprise qui voulait faire de l'exploitation des mines de charbon un modèle de bonne gouvernance. L'entreprise reprenait à son compte le discours du président Lula sur les retrouvailles du Brésil et de l'Afrique et son principal slogan était « nous sommes ici pour le long terme ». Quinze ans plus tard, Vale est une des entreprises étrangères les plus mal perçues au Mozambique et la production des mines de charbon est suspendue depuis janvier 2020, officiellement pour des raisons techniques. Comment expliquer cet échec du plus grand projet extractif du Mozambique avant l'avènement de l'industrie du gaz ?

Selon l'histoire officielle présentée par Vale, la faute en revient essentiellement aux facteurs exogènes : notamment la chute des cours des prix du charbon et l'instabilité de la politique étrangère brésilienne. Cependant, une perspective différente peut-être évoquée puisque les facteurs de l'échec seraient plutôt endogènes : mauvais choix stratégiques et incapacité/manque de volonté de comprendre la réalité politique et sociale du Mozambique.

Vale est une multinationale mais elle finalement est assez inexpérimentée sur le marché international. Elle s'intéresse aux mines de charbon du Mozambique dès les années 1970 mais l'investissement ne démarre qu'en 1997, après sa privatisation tardive par rapport à d'autres conglomérats brésiliens. Cette inexpérience s'est conjuguée à une vision idéaliste de l'investissement dans les pays du Sud. Selon eux, leur expérience au Brésil était un atout pour ce projet en Afrique.

- Le premier facteur d'échec concerne le discours extrêmement optimiste de Vale calqué sur la rhétorique du gouvernement de l'époque, créant une illusion de modernité. Vale a instauré une stratégie centralisatrice et unilatérale de relation avec les autorités locales au mépris des populations locales à l'image de ce qu'elle a eu l'habitude de faire au Brésil.
- Le deuxième facteur est le rapport personnalisé de Vale avec l'État. Il est de notoriété publique que Vale doit son investissement au Mozambique à des relations privilégiées avec Armando Guebuza, le prédécesseur de Nyusi. Vale a cru qu'il était suffisant d'avoir de bonnes relations avec les réseaux financiers et politiques de Guebuza pour avoir de bons rapports avec le gouvernement. Cette association avec Guebuza devient problématique

après l'arrivée de Nyusi au pouvoir. Pour le nouveau président, affaiblir Vale devient un objectif social et politique. C'est une façon de miner les réseaux de Guebuza et de se distancer d'une entreprise qui devenait très impopulaire.

- Le dernier facteur est la portée internationale des protestations de Tete. Les mouvements sociaux mozambicains reçoivent l'aide d'ONG brésiliennes et canadiennes mobilisées contre l'entreprise. Ainsi, le mouvement local devient une crise internationale qui contribue à un changement de la perception du Brésil en Afrique. Le gouvernement mozambicain comprend que Vale n'est plus une solution mais un problème et le gouvernement brésilien demande à Vale de limiter les dégâts.

Au-delà des fantasmes : qu'attendre du développement du gaz mozambicain ? – Benjamin Augé (IFRI) : Cf. présentation lors du séminaire fermé (page 6)

Mozambique's Foreign Policy under Nyusi – Alex Vines (Chatham House)

Le Mozambique compte 31 ambassades et hauts-commissariats, ainsi que 36 consulats à l'étranger. Maputo abrite 49 ambassades et hauts-commissariats, et il y a 35 consulats et autres représentations diplomatiques étrangères au Mozambique. Ceci est significatif de l'attrait et des opportunités du marché mozambicain, en particulier sur le gaz.

En ce qui concerne ses voisins, le Mozambique a compris qu'il avait tout intérêt à rester lié aux pays qui l'ont soutenu durant les guerres de libération, tels que l'Afrique du Sud mais aussi le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie. Il existe donc une solidarité mutuelle et des échanges réciproques entre ces pays. Lors des récents accords de paix, la totalité des présidents de la région étaient présents, à une exception près, le président tanzanien. Le Mozambique constitue un véritable corridor commercial pour ses voisins pour accéder à l'océan indien. Lors de la guerre civile, certains voisins comme le Zimbabwe, le Malawi et la Tanzanie ont même déployé des militaires pour aider le Frelimo à protéger ces corridors. La sécurité du Mozambique est une véritable priorité pour les pays de la région.

Le Mozambique possède trois nouveaux partenaires de choix : le Rwanda, le Qatar pour le business de pétrole et de gaz et le Kenya. On ne manquera pas de souligner la présence russe qui s'investit aussi du côté militaire. La relation entre Nyusi et Kenyatta est essentielle. Il y a une véritable influence de la part de Kenyatta sur Nyusi en ce qui concerne les enjeux électoraux et les modalités administratives de décentralisation. Sa relation avec Paul Kagamé lui apporte de nombreux conseils sur la constitution d'un État fort et sur les stratégies de rapprochement avec la France.

Enfin, le rapprochement avec la France peut s'observer par les deux premiers séjours officiels du président Nyusi. Il s'est d'abord rendu au Portugal puis en France. L'administration Nyusi est très favorable à Total et perçoit la France comme un voisin et un acteur économique important.

Annexe - Biographie des intervenants

Mathias de Alencastro (Brazilian Center of Analysis and Planning – CEBRAP)

Mathias Alencastro a obtenu une maîtrise d'histoire (Sorbonne) et un doctorat en science politique (Oxford) sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique australe. Il travaille sur l'économie politique internationale des multinationales brésiliennes, avec un intérêt particulier pour l'Angola et le Mozambique. Il a été employé auprès de la Présidence de la République du Brésil, avant de rejoindre le CEBRAP, un groupe de réflexion basé à São Paulo, grâce à une bourse de recherche de la Fondation de recherche de São Paulo. Il est actuellement chercheur invité à l'Institut des Sciences Sociales au Portugal. Deux ouvrages sont à paraître : *Brazil - Africa Relations in the 21st Century : From Surge to Downturn and Beyond* (volume édité, Springer, 2020) et *Privatized Diplomacy, une étude sur Petrobras, Vale et Odebrecht en Afrique* (éditeur brésilien et britannique à annoncer, 2022).

Benjamin Augé (Ifri)

Benjamin Augé est Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (université Paris 8), il est par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'informations *Africa Energy Intelligence* (groupe *Indigo Publications*). Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique. Il est également intervenant à l'Ecole de Guerre, Sciences-Po Paris ainsi qu'à l'Ecole nationale d'administration (ENA). Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et électrique dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Outre le Nigeria, l'Angola, le Gabon et la République du Congo, il se focalise particulièrement sur les récents et futurs pays producteurs d'hydrocarbures comme le Soudan, le Tchad, la Mauritanie, l'Ouganda, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie.

Michel Cahen (LAM Bordeaux)

Ancien directeur adjoint du centre de recherche « Les Afriques dans le monde » (UMR 5115 CNRS/Sciences Po Bordeaux), Michel Cahen est historien, directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique. Il est spécialiste de l'histoire politique de l'Afrique contemporaine d'ancienne colonisation portugaise. Ses principaux thèmes de recherche se focalisent sur les sociétés, l'histoire, les politiques et les identités dans l'aire « luso-africaine » aux XIX-XXIe siècles. Ses travaux ont porté sur l'administration portugaise au Mozambique et dans les autres colonies portugaises d'Afrique (appareil d'État, corporatisme colonial, politique religieuse, travail forcé etc.), sur les mythes et idéologies des guerres de libération (Mozambique, Angola, Guinée), sur l'analyse des trajectoires politiques depuis les indépendances de 1975, sur les liens entre identité, démocratie et colonialité. Dernier livre publié : *“Não somos bandidos”. A vida diária de uma guerrilha de direita: a Renamo na época do Acordo de Incomati (1983-1985)*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, décembre 2019.


Sergio Chichava (Instituto de Estudos Sociais e Económicos – IESE)

Docteur en Science Politique (Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux - Université Montesquieu - Bordeaux IV), Sergio Chichava est chercheur à l'IESE depuis 2007 et y occupe désormais les fonctions


de Directeur scientifique. Il enseigne également à l'Université Eduardo Mondlane. Ses recherches portent sur les économies émergentes et plus particulièrement sur les politiques du Brésil et de la Chine en Afrique. Il travaille également sur les élections, la démocratie, les identités et l'État au Mozambique.

 **Regio Conrado** (LAM Bordeaux)

Regio Conrado est diplômé de l'Université Eduardo Mondlane et de Science Po Bordeaux en Science Politique. Il est actuellement doctorant contractuel en Science Politique au laboratoire de recherche Les Afriques dans le Monde (LAM) à Bordeaux sous la direction de Dominique Darbon et de Michel Cahen. Son sujet de thèse porte sur la construction de l'État par les réformes administratives (secteur de la justice et santé) au Mozambique (zones rurales) et l'a notamment conduit à effectuer des terrains de recherche de long séjour à Cabo Delgado et à Niassa.

 **Salvador Forquilha** (Instituto de Estudos Sociais e Económicos - IESE)

Diplômé d'anthropologie à Université Eduardo Mondlane, Salvador Forquilha est Docteur en Science Politique de l'Université de Bordeaux. Il est actuellement Directeur de l'IESE et enseigne au département de Science Politique et d'administration publique de l'Université Eduardo Mondlane. Ses travaux portent sur la démocratisation, les élections, la décentralisation et la gouvernance locale.

 **Corinna Jentsch** (Université de Leiden)

Titulaire d'un doctorat de l'Université de Yale, Corinna Jentsch a également étudié à l'Université Libre de Berlin et à Sciences Po Paris. Elle est actuellement professeure adjointe de relations internationales à l'Institut de science politique de l'Université de Leiden. Elle travaille sur les guerres civiles et l'émergence d'institutions informelles de gouvernance de la sécurité. Ses recherches actuelles portent sur la mobilisation communautaire contre la violence des insurgés, la formation de milices et leur impact sur la dynamique de la guerre civile. Elle s'intéresse aussi plus largement aux aspects transnationaux des guerres civiles et au maintien de la paix. Elle a mené des recherches de terrain au Mozambique, en Zambie et au Malawi.


 **Eric Morier-Genoud** (Université de Belfast)

Eric Morier-Genoud est diplômé de l'Université d'État de New York à Binghamton. Il est enseignant-chercheur à l'Université Queen's de Belfast depuis 2008, après avoir enseigné aux universités d'Oxford, de Lausanne et de Bâle. Ses recherches portent principalement sur le nationalisme, la religion, les missions chrétiennes, la guerre et la transformation des conflits dans les espaces lusophones africains.


 **Domingos do Rosário** (Université Eduardo Mondlane)

Domingos Manuel do Rosário est titulaire d'un doctorat en Science Politique de l'Institut d'études politiques de l'Université de Bordeaux. Il est maître de conférences au département de Science politique et d'administration publique de la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université Eduardo Mondlane. Il est également chercheur principal au *Centro de Estudos Urbanos de Moçambique - Ceurbe*. Il a écrit sur la décentralisation, les politiques publiques au Mozambique, les

élections et les organes de gouvernance électorale. Au cours des quatre dernières années (2016-2019), il a aidé des organisations de la société civile mozambicaine à superviser les élections municipales (2018) et générales (2019).

 **Alex Vines** (Chatham House)

Docteur de l'Université de Coventry, Alex Vines dirige le Programme Afrique à Chatham House depuis 2002 et il est également directeur de recherche sur les risques, l'éthique et la résilience depuis 2019. Il a présidé le Groupe d'experts des Nations unies sur la Côte d'Ivoire de 2005 à 2007 et a été membre du Groupe d'experts des Nations unies sur le Liberia de 2001 à 2003. Il a également été membre du Groupe d'observateurs du Commonwealth au Mozambique en 2019. Il est professeur adjoint à l'Université de Coventry et siège aux comités éditoriaux et consultatifs du *South African Journal of International Affairs*, de l'*Africa Review* (revue de l'African Studies Association of India) et du *Journal of Southern African Studies*. Alex Vines a été distingué par l'Ordre de l'Empire britannique en 2008 en reconnaissance de son travail, notamment le développement du programme Afrique de Chatham House. Ses domaines d'expertise couvrent le risque politique en Afrique subsaharienne, les politiques des puissances émergentes, du Royaume-Uni et de l'Union européenne sur le continent, ainsi que le champ des industries extractives en Afrique.

 **Nikkie Wiegink** (Université d'Utrecht)

Nikkie Wiegink est chercheuse au département d'anthropologie culturelle de l'Université d'Utrecht. Auparavant, elle a travaillé comme consultante en désarmement, démobilisation et réintégration et contrôle des armes légères au Soudan pour le Bonn International Center for Conversion (BICC). Elle a obtenu sa thèse de doctorat à l'Université d'Utrecht en travaillant sur les navigations sociales d'anciens combattants dans le centre du Mozambique. Ses travaux actuels portent sur la souveraineté des entreprises et l'exploitation du charbon au Mozambique.